

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

4 septembre 2015

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Travailleurs européens et réfugiés, une seule classe ouvrière !

Depuis le début de l'année, des centaines de milliers de réfugiés tentent au péril de leur vie de rejoindre l'Europe par la mer et les routes. Les 52 personnes retrouvées asphyxiées dans la cale d'une embarcation en Méditerranée et les 71 cadavres découverts dans un camion sur une autoroute autrichienne viennent récemment alourdir le bilan des milliers de réfugiés morts en 2015. L'extension et l'aggravation de la guerre au Moyen-Orient mais aussi de la pauvreté et de la violence en Afrique ont provoqué une explosion du nombre de candidats réfugiés depuis le printemps.

En réaction, de nombreux dirigeants européens, de droite comme de gauche, ont multiplié les obstacles, les mesures répressives et les discours populistes présentant les réfugiés comme une menace, une source d'accroissement du chômage et de la criminalité. En Hongrie, le gouvernement du nationaliste réactionnaire Viktor Orbán construit depuis juillet un mur hérissé de barbelés et de lames de rasoir le long de la frontière avec la Serbie. En Grèce, des centaines de familles sont entassées dans des stades ou des bâtiments abandonnés, souvent sans nourriture, ni eau, ni électricité. Les gouvernements français et anglais ont signé un accord en août pour compléter le dispositif répressif existant à Calais par des projecteurs, des détecteurs à infrarouge et plus d'un millier de policiers et gendarmes. La Commission européenne a décidé cet été de débloquer une aide de 2,4 milliards d'euros sur six ans ; mais ces aides aux États serviront bien plus à renforcer les barrières qu'à accueillir et soulager les réfugiés.

En Belgique, le nationaliste d'extrême-droite, Bart De Wever, présente les migrants comme des « profiteurs » et plaide pour un statut social particulier du réfugié qu'il résume en trois expressions : « un lit, un bain et du pain ». Reprenant les thèmes nauséabonds du Vlaams Belang, le leader de la N-VA prône le contrôle aux frontières et le refoulement des réfugiés. Et en bon représentant de la bourgeoisie belge, il demande que les autres États européens prennent en charge plus de réfugiés ; alors que lui, son parti et le reste du gouvernement refusent la répartition contraignante proposée par la Commission en juin.

Mais la gauche n'est pas beaucoup moins méprisante. Sous la pression des événements, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration de la N-VA, Théo Francken, qui avait fermé 6000 places d'accueil en deux ans, a obtenu du gouvernement de pouvoir réquisitionner des bâtiments, dont la caserne de Tournai. Les bourgmestres en titre et faisant fonction de cette ville, Rudy Demotte et Paul-Olivier Delannois, tous deux du PS, s'y sont opposés avec virulence dans la presse. Ce dernier parlant de « sentiment d'insécurité » et de « racisme » qui seraient provoqués par la concentration de réfugiés.

Qu'on ne puisse pas « accueillir toute la misère du monde » est un mensonge bien hypocrite de la bourgeoisie. D'abord, la majorité des millions de réfugiés fuyant la violence et la misère, se réfugient dans des pays comme le Liban ou la Lybie, deux fois moins peuplés et dix fois moins riches que la Belgique. Ensuite, les sommes dépensées pour l'accueil des réfugiés sont faibles. Le budget de l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile s'élève à environ 300 millions d'euros par an. C'est à peu près le coût annuel d'entretien des 40 nouveaux avions de chasse dont l'armée belge veut se doter. Or, finalement, ce sont bien les interventions militaires des puissances impérialistes qui engendrent la barbarie et maintiennent le Moyen-Orient et l'Afrique dans les griffes de grands groupes capitalistes comme BNP Paribas.

Quant au chômage, ces mêmes capitalistes n'ont pas attendu l'afflux de réfugiés pour multiplier les licenciements collectifs de milliers de travailleurs comme Delhaize. La guerre et la misère dans les pays sous-développés, le chômage et la pauvreté dans les pays impérialistes ne sont que deux faces d'un même système capitaliste barbare et décadent.

Les populations expropriées, chassées ont toujours migré vers les centres industriels pour chercher du travail. Les travailleurs sont tous des émigrés, ils n'ont pas de patrie. Nous avons intérêt à refuser la démagogie et les divisions dressées entre les peuples. Demain, une grande partie des migrants rejoindront le monde du travail et ses luttes pour mettre fin à l'exploitation et à l'injustice.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Deux poids, deux mesures

Le PM de la sécurité remercié début juillet pour racisme, notamment sur Facebook, va toucher près de 20 mois d'indemnité, soit plusieurs dizaines de milliers d'euros. Il n'a pas été licencié pour faute grave, alors que ses propos sont condamnables en justice. Par contre, un agent de vente vient récemment de recevoir son C4 pour faute grave. Exaspéré par un usager qui l'a pris en photo, il est sorti de sa mezzanine pour saisir le smartphone. L'agent a reçu le soutien de ses anciens collègues chauffeurs de bus à Brel qui ont parlé de faire grève pour forcer la direction à reconsidérer sa décision. Ce mercredi 2 septembre, des délégués syndicaux ont manifesté devant l'Atrium. Le patron n'est pas un juge, son bureau n'est pas un tribunal et sa morale hypocrite n'est pas une loi. L'agent a besoin de son travail pour vivre, point barre !

Des bus qui s'enflamment... en veux-tu, en voilà !

Fin août, trois bus ont pris feu, rien que ça ! Il s'agit d'un bus d'écolage Jonckheere près d'Érasme et deux bus Citaro articulés assez récents près de Haren. Il fait chaud en été, mais c'est évidemment le manque de personnel et de matériel pour l'entretien des véhicules qui explique ces combustions "spontanées". Le patron fait des économies en se moquant bien de la sécurité des chauffeurs et des usagers. N'attendons pas l'incident grave pour exiger les moyens nécessaires !

Renforcement de façade

La direction de la STIB a annoncé dans la presse une amélioration des fréquences sur une quinzaine de lignes pour la rentrée. Au niveau bus, 64 services quotidiens ont été ajoutés, pour seulement 45 chauffeurs supplémentaires. Les absences pour maladie ou accident du travail vont donc conduire plus vite à des sous-effectifs. Par ailleurs, la flotte de véhicules n'est pas suffisamment bien entretenue pour satisfaire l'augmentation de l'offre. Lundi 31 août, à Haren, il manquait une vingtaine de bus pour assurer toutes les sorties prévues !

Meuh Meuh démago !

Après le métro et le tram, le big boss est venu jouer au chauffeur de bus fin juillet à Haren sur la plaine d'écolage. Pour amadouer les chauffeurs, il a déclaré "ce n'est pas facile", "il faut être très fin". Pour lui, cette expérience a été "l'occasion d'écouter les plaintes des gens, de voir si c'est bien organisé, d'écouter battre le cœur de l'entreprise...". Sans blague, pourquoi arrêter en si bon chemin, on voudrait

voir Meuh Meuh assurer la ligne de bus 46 et se satisfaire d'un salaire de chauffeur. Et puis il y a aussi les métiers de contrôle et sécurité ; une petite vérification des titres de transport à la Porte de Hal, non ?

Pile je gagne, face tu perds

Le Tax Shift était censé rééquilibrer la charge fiscale entre le « capital » et le « travail ». C'était censé être la mesure soi-disant sociale du gouvernement, pour faire passer la pilule après les coupes budgétaires dans les services publics, la retraite à 67 ans et le blocage de l'index. Or, les mesures annoncées, c'est côté travailleurs l'augmentation de la TVA sur l'électricité à 21% au lieu de 6%, et côté patronal la réduction des charges sociales. Alors oui, le gouvernement fait du social, mais... pour les riches !

De la poudre aux yeux

Suite à la tentative d'attentat qui a eu lieu dans un train Thalys, les politiciens belges et français font une surenchère de discours sécuritaires : les uns veulent remettre les frontières en place, les autres veulent faire fouiller les passagers ou encore surveiller qui achète des tickets de train ou d'avion. Mais ces mesures ne sont pas nouvelles et les contrôles aux frontières qui ont existé jusqu'en 1995 n'ont jamais empêché d'attentats. Mais les politiciens préfèrent faire des effets d'annonce que de s'attaquer aux vraies racines du problème : ce sont les guerres dans le monde pour le partage des richesses, l'exploitation des pays pauvres par les pays riches et les inégalités sociales qui poussent des jeunes vers les organisations terroristes.

Démission de Tsipras : une tactique électorale

Tsipras a démissionné de son poste de Premier ministre, ouvrant ainsi la voie à des élections anticipées. C'était devenu inévitable depuis que la défection d'une trentaine de députés de son parti Syriza l'a privé de majorité au parlement. Ce parti est arrivé au pouvoir sur la promesse de lutter contre l'austérité pour finalement prendre de nouvelles mesures d'austérité contre les couches populaires ! Une partie de Syriza n'assume pas d'être associée à ces mesures.

Pourtant, il n'y pas de surprise : Tsipras n'a jamais caché qu'il cherchait à remédier à la situation économique du pays par le compromis, en respectant les règles du marché et des créanciers.

Et ce ne sont pas des élections, quel que soit le résultat, qui les feront reculer.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Le travail, c'est pas la santé

Une étude d'une revue médicale réputée vient de conclure que des horaires de travail à rallonge augmentent considérablement les risques d'infarctus et d'accident vasculaire cérébral. Ainsi, au-delà de 35 et 40 heures par semaine, le risque d'AVC augmente de 10% si l'on travaille jusqu'à 48 heures, et même de 33% au-delà de 55 heures. Une démonstration supplémentaire de ce que bien des travailleurs vivent et savent en raison de l'exploitation qu'ils subissent et qui s'est aggravée ces dernières années.

Une raison de plus pour exiger la diminution du temps de travail et la répartition du travail entre tous.

Nouveau krach boursier

Le 24 août dernier, la bourse de Shanghai a une fois de plus connu une forte chute, entraînant dans son sillage l'ensemble des places financières internationales. En cause, l'éclatement de la bulle financière chinoise : les cours de la bourse de Shanghai avaient plus que doublé en à peine un an du fait de la spéculation financière. D'ores et déjà, des milliers de milliards de dollars sont partis en fumée. La panique a gagné toutes les places boursières.

Sans que personne ne soit capable d'expliquer pourquoi, la chute s'est enrayée et le lendemain tout était oublié... jusqu'à la prochaine fois. L'économie mondiale, transformée par les spéculateurs en un vaste casino, peut se retrouver à tout moment menacée d'effondrement comme après la crise de 2008... avec les conséquences catastrophiques que l'on sait pour les populations laborieuses, victimes de ce système capitaliste imbécile et destructeur.